



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 06/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GSM secteur IdF Est

49 BIS AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT
77210 AVON

Références : E 222041

Code AIOT : 0006500079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement GSM secteur IdF Est implanté La Noue Noire - La Nosmotte 77025001 77118 BAZOCHES LES BRAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM secteur IdF Est
- La Noue Noire - La Nosmotte 77025001 77118 BAZOCHES LES BRAY
- Code AIOT : 0006500079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La carrière de sables et graviers alluvionnaires de Bazoches les Bray dispose d'une autorisation par arrêté préfectoral qui prévoit la cessation définitive de celle-ci, remise en état comprise, au 7 mars 2025. Elle constitue l'une des sources d'alimentation des installations de traitement de matériaux de GSM à Balloy.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité du public, contrôle des accès, sécurité des zones dangereuses
- Plan de gestion des déchets inertes de l'industrie extractive
- Remise en état du secteur 'Le Champs Virlois'

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Sécurité du Public	Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-17	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Remise en état au lieu-dit ' Le Champs Virlois'	Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-15-4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe 1	/	Sans objet
2	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
3	Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	plan de gestion des déchets - surveillance-	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux constats concernent la sécurité du public:

- L'exploitant doit compléter les clôtures des zones dangereuses ainsi que la signalisation des dangers des bassins de décantation (noyade et enlèvement) et les maintenir en état dans la durée.
- L'exploitant doit s'assurer que les portails fonctionnent et sont utilisés.

La remise en état du secteur Champs Virlois n'appelle pas de remarque hormis la nécessité d'un entretien sur la partie prairie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et de TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté qu'il y a bien sur site des stocks de déchets inertes de l'industrie extractive (terres végétales et limons) de plus de 3 ans ou qui vont rester en place plus de trois ans mais uniquement sur le site A.</p> <p>Les stockages présents sur le site B ne vont pas rester en place plus de 3 ans car ils vont rapidement être mobilisés pour la remise en état de la carrière dont la validité de l'arrêté préfectoral d'autorisation s'achève le 7 mars 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de perte d'intégrité de stockage de déchets inertes de l'industrie extractive.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : -Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés. L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaires correspondantes.
Constats : L'exploitant localise les stockages sur les plans de situation annuels car cela intervient dans la vérification des garanties financières en termes de surface mais n'indique pas les volumes sur les plans. L'exploitant complètera la légende de ces plans de manière à faire apparaître ces informations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : plan de gestion des déchets -surveillance-

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Ces prescriptions sont respectées. Ces stockages étant situés à l'intérieur du périmètre autorisé de la carrière, leurs emplacements seront remis en état dans le cadre de la remise en état de la carrière. Le plan de gestion des déchets inertes (2017) de cette carrière doit être mis à jour avant la fin de l'année par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-17
Thème(s) : Autre, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité (cf. article I.4.4), l'accès aux sites est contrôlé.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.</p> <p>L'accès de l'exploitation est interdit au public.</p> <p>En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des bassins, des installations de traitement, des pistes et des convoyeurs non capotés.</p> <p>Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La clôture du bassin de décantation du site A est largement endommagée.</p> <p>Le portail 'à vache' du bassin de décantation, mis en place à la suite de l'inspection de 2019, a disparu.</p> <p>Les bassins de décantation sont des zones particulièrement dangereuses qui doivent être clôturées efficacement et au plus près avec un panneautage signalant le danger de noyade et d'enlèvement. Cette remarque est valable pour tous les bassins de décantation (en cours ou à venir) du site.</p> <p>Cette carrière est l'addition de deux carrières distinctes, un chemin rural qui ne fait pas partie du périmètre la traverse.</p> <p>L'inspection a également constaté que les portails automatiques ne sont plus utilisés, et par exemple le portail du site B en exploitation, donnant sur un chemin rural accessible à tous, est resté ouvert pendant la pause de midi.</p> <p>Les clôtures des zones dangereuses, la signalisation des dangers, la fermeture des accès et le contrôle des accès doivent être rétablis sous 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

